

**INSTITUT DE DEVELOPPEMENT
ET D'ECHANGES ENDOGENES**

***COLLOQUE INTERNATIONAL SUR
L'INTEGRATION AFRICAINE FACE
A LA MONDIALISATION***

**INSTITUT DE DEVELOPPEMENT ET D'ECHANGES ENDOGENES
(IDEE)**

RAPPORT GENERAL

IDEE, OUIDAH, 23 - 25 Avril 997

L'an mil neuf cent quatre vingt dix-sept, et du Mercredi 23 au Vendredi 25 Avril, s'est tenu à l'Institut de Développement et d'Echanges Endogènes (IDEE) sis à Ouidah, le Colloque International sur l'Intégration Africaine face à la mondialisation.

D'importantes personnalités béninoises et étrangères participaient à la cérémonie d'ouverture notamment :

- Le Ministère de l'Education Nationale et de la recherche scientifique, le Professeur Léonard Djidjoho PADONOU, représentant le Président de la République.
- Le Président Hubert MAGA, premier Président de la République du Bénin, (alors DAHOMEY)
- Le Président du Conseil Economique et Social Monsieur Valentin AGBO,
- Le Chef de la Circonscription Urbaine de Ouidah représentant le Ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et de l'Administration territoriale.
- Madame Manata DJAOUGA représentant le Ministre du Plan, de la Restructuration Economique et de la Promotion de l'Emploi.
- Monsieur Maurice AHANHANZO-GLELE représentant Madame le Président de la Cour Constitutionnelle.
- Monsieur Victor Dassi ADOSSOU Directeur de Cabinet du Président de la Cour suprême

Au nombre des personnalités venues de l'étranger ou représentant des Institutions Internationales,

- Le Ministre de la Culture du Ghana, le Professeur Nana Arhin BREMPONG
- Le Représentant de la Banque Mondiale au Bénin, Monsieur, Michael AZEFOR.

Bien d'autres personnalités nationales et étrangères chercheurs et Professeurs d'université figuraient parmi les participants.

La cérémonie d'ouverture du colloque a été marquée par deux temps forts : les discours agrémentés d'éléments d'animation, puis les témoignages.

Il y eut quatre interventions :

Celle de bienvenue du Professeur Honora AGUESSY, Fondateur et Coordonnateur de l'Institut de Développement et d'Echanges Endogènes initiateur et Président du Comité d'Organisation du Colloque.

- L'intervention du Chef de la Circonscription de Ouidah.
- Le discours du Ministre de la Culture du Ghana
- Enfin le discours d'ouverture du Colloque prononcé par le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique.

Dans l'allocution d'ouverture du Professeur Honorat AGUESSY, expression de joie et sentiments de gratitude ont servi d'introduction :

Joie de souhaiter la bienvenue aux participants.

Sentiments de gratitude à tous ceux qui par leur engagement personnel, matériel

et financier ont permis la tenue de ce colloque ; sa réalisation constitue une preuve de la capacité de la société civile à se prendre en charge.

Poursuivant son allocution, le Professeur Honorat AGUESSY articula sa réflexion autour de certaines notions fondamentales telles que «politique d'assistance», «ensemble régional africain», «intégration africaine», «interdépendance», «reddition intellectuelle», «progrès scientifique» et surtout «EDUCATION». Ces notions saisies dans une approche nouvelle doivent permettre de relever le défi majeur qui s'impose aujourd'hui aux pays africains : la question de l'Intégration que le Professeur considère comme un moyen de résolution des problèmes fondamentaux de la vie.

Evoquant cette nécessité d'une intégration des pays africains, le professeur Honorat AGUESSY se référa plutôt à celui qui, depuis plus d'un demi siècle déjà, a attiré l'attention des Africains sur cette nécessité de se constituer en un ensemble régional africain ; il nomma ainsi Kwame N'KRUMAH pour enfin résumer les objectifs du présent Colloque en ces termes : «Si l'on veut pénétrer les problèmes fondamentaux qui se posent aux pays africains, le chemin le plus court est l'oeuvre de N'KRUMAH».

La deuxième intervention a été celle du Chef de la Circonscription Urbaine de Ouidah. Tout en rendant un vibrant hommage au Président Kwame N'KRUMAH, ce second orateur situa l'événement par son originalité : ce colloque est le premier du genre à se dérouler à Ouidah, ville historique à plus d'un titre quand on se rappelle qu'à Ouidah déjà, le 23 Avril 1397 il y a eu à se former une société d'opposition à l'invasion portugaise.

Le Chef de la Circonscription a en conclusion souhaité que les conclusions de ce colloque puissent servir de repère à la jeunesse.

Le Professeur Nana Arhin BREMPONG, Ministre Ghanéen de la Culture a, quant à lui, transmis d'abord, à l'assemblée des participants, le salut fraternel du

gouvernement et du peuple ghanéen, ensuite leurs félicitations au Professeur Honorat AGUESSY pour la tenue de ce colloque en commémoration du 25^{*TM} anniversaire de la mort de Kwame N'KRUMAH.

Puis le Professeur BREMPONG a fait un bref rappel de la vie et de l'oeuvre de N'KRUMAH avant de s'appesantir sur l'impact et des idées et actions de l'illustre Homme.

Dans la quatrième intervention, le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, le Professeur Léonard Djidjoho PADONOU a mis l'accent sur l'importance de ce colloque qui confirme que «la société civile béninoise est véritablement née et a effectivement pris corps grâce à l'heureuse initiative de l'Institut de Développement et d'Echanges Endogènes, oeuvre colossale et gracieusement dessinée dans un espace aussi chargé d'histoire sur l'esclavage et de symbologie sur toute la culture universelle vaudoun».

Autre mérite des initiateurs du Colloque, dira le Ministre, c'est de prendre conscience qu'il est temps pour l'Afrique, d'orienter autrement ses politiques de développement et d'inviter les peuples africains à faire le bilan, et l'évaluation de la gestion des indépendances.

Au chapitre des témoignages, le premier fut celui du Président Hubert MAGA.

Ce dernier a rendu un vibrant hommage au Visionnaire dont l'idée d'une Afrique unie et sans frontière entre les Etats revient à l'ordre du jour avec la nécessité de la création de grands ensembles économiques et politiques et pour donner un repère à la jeunesse africaine aujourd'hui.

Autre témoignage, celui de Mr Gratien POGNON qui par des exemples vécus, a fait découvrir la foi de N'KRUMAH en l'unité de l'Afrique à travers les préparatifs et la tenue du 2^e sommet ordinaire de l'OUA à Accra.

Enfin il y a eu les messages de soutien

- du Représentant Résident de la Banque Mondiale, M. Michael AZEFOR.
- du Président du Conseil Economique et Social, M. Valentin AGBO, et
- du Représentant de la Cour Constitutionnelle, M. Maurice AHANHANZO-GLELE.
- Le Président Emile Derlin ZINSOU, bien qu'absent du territoire béninois, a adressé aux participants son message de soutien transmettant des recommandations dignes d'intérêt.

Après la cérémonie d'ouverture, la deuxième phase du déroulement des activités a débuté avec l'audition des Communications.

Trois séries de communications ont été prononcées au sujet du premier thème, à savoir **Actualité du livre l'Afrique doit s'unir.**

La première communication intitulée "**Relecture de Africa must unite, de Kwame N'KRUMAH. Trente quatre ans après**", a été présentée par le Professeur Codjo S. ACHODE de l'Université Nationale du Bénin.

Articulant son exposé autour de deux grandes préoccupations, l'orateur a d'abord retracé les idées de l'auteur avant de tenter de les actualiser en introduisant la question de l'intégration telle qu'elle se pose aujourd'hui.

Pour le Professeur ACHODE, l'on peut situer l'action politique de Kwame N'KRUMAH dans le cadre de trois objectifs :

- dans les pays déjà indépendants et souverains, il faut renforcer les bases de la démocratie et assurer un développement économique et social à la mesure des aspirations des peuples.

- sur le plan de l'action diplomatique, il faut amener les états à épouser la cause de l'unification continentale ;

- à l'intérieur des pays colonisés, les partis, les organisations politiques et parapolitiques doivent conjuguer leurs efforts pour renverser l'ordre néo-colonial en faveur de l'instauration du socialisme.

Ces principes, N'KRUMAH a entrepris de les appliquer aussi bien à l'intérieur du Ghana que dans sa politique extérieure : «au Ghana, dira l'orateur, N'KRUMAH a voulu construire le socialisme ; au plan continental, il a oeuvré en faveur de ses idées unitaires».

Ensuite, le Professeur ACHODE, après avoir relu les idées unitaires de N'KRUMAH trente quatre ans après la parution de **Africa must unite**, s'est posé la question de savoir ce qu'on peut retenir aujourd'hui de ces idées quant à leur pertinence et leur actualité ; en d'autres termes, l'unité africaine demeure - t-elle une préoccupation des jeunes générations ? L'orateur a répondu par l'affirmative en précisant que le panafricanisme n'est pas un mythe, en rappelant l'adhésion et l'identification des intellectuels africains à l'idéal panafricain et en dénonçant, au regard de l'exemple de pays de l'Europe occidentale, les comportements inhibiteurs des responsables politiques africains.

Pour le Professeur ACHODE, il n'y a aucun doute que le Panafricanisme est l'idéologie de l'avenir, aussi préconise-t-il, pour conclure, les idées suivantes :

- 1) Les thèses de NKRUMAH sur l'intégration africaine restent d'actualité.
- 2) Les stratégies utilisées par N'KRUMAH n'ont pas donné tous les résultats escomptés ; il faut adapter lesdites stratégies aux réalités de l'heure.

- 3) La société civile doit être intimement impliquée dans la mise en oeuvre d'un plan d'action continental.
- 4) Il est nécessaire de mettre en place un comité panafricain de suivi des Résolutions et Déclarations de Ouidah.

La deuxième communication intitulée "**N'KRUMAH Never dies**" de M. E.N. ADUMUAH du Ghana est en somme une réflexion sur le concept du Socialisme chez N'KRUMAH.

Au début de son exposé, l'orateur a fait remarquer, comme le démontre d'ailleurs le titre de sa communication que N'KRUMAH n'est jamais mort et que ce slogan doit pouvoir aller au-delà du Ghana.

L'analyse qui a suivi cette introduction a montré l'habileté de N'KRUMAH à percevoir les problèmes dans une vision globale et à concevoir des solutions d'ensemble.

Enfin, a expliqué M. ADUMUAH, le Plan National actuel au Ghana n'est que le prolongement de l'Idée de N'KRUMAH. Les actions menées par le Gouvernement Ghanéen sont inspirées des idées de celui que les ghanéens appellent le Rédempteur à savoir :

La réforme du système éducatif ;

Le service patriotique pour les diplômés universitaires avant leur première prise de service afin de leur inculquer le sens de l'indépendance ;

L'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales...

En conclusion, pour l'orateur, N'KRUMAH a été un homme attentif aux moindres détails ; il a été un grand communicateur, qualité symbolisée implicitement

par Pallégorie du coq pour exprimer que les leaders doivent donner à temps des informations à la population, à l'image de cet oiseau qui annonce l'aube nouvelle.

De la troisième communication **N'KRUMAH et l'intégration africaine**

présentée par le Professeur M.A IKHARIALE du Nigeria, il ressort que si les Africains ont manqué des occasions, c'est bien parce qu'ils n'ont pas lu **Africa must unite** de N'KRUMAH. Or ce que nous a légué ce dernier est suffisant ; ce qui importe aujourd'hui, c'est d'adopter l'idéal de N'KRUMAH, le reconcevoir certes en fonction des réalités actuelles, mais, en fin de compte, il nous faut l'utiliser.

Après cette première série de communications, les débats ont été ouverts.

Mais, plus que des questions auxquelles les exposants devaient apporter des réponses immédiates, les interventions des uns et des autres ont plutôt suscité de nouvelles interrogations que les travaux en Ateliers ont pris en compte pour enrichir les conclusions générales qui sont issues de ce Colloque. L'essentiel des préoccupations nouvelles se résume en ceci :

- Pendant son exil et par rapport aux pressions, N'KRUMAH a-t-il évolué par rapport à sa pensée première ?
- En 1997, la Thèse de N'KRUMAH paraît-elle encore réaliste?
- Pourquoi l'intégration continentale telle que souhaitée par N'KRUMAH n'a-t-elle pas lieu ?
- A-t-on pu identifier des leaders ayant l'envergure de N'KRUMAH?
- A quoi correspond la notion d'intégration ?
- Peut-on parler de nos jours d'une intégration nationale ?
- Entre la paire politique et développement et la paire Politique et Economie, que faire d'abord ?

- N'KRUMAH n'est-il pas allé trop vite ?
- La modernisation est-elle oui ou non synonyme de standardisation ?

- L'unité est-elle différente de Punicité, pour qu'on croit que les problèmes linguistique sont un frein à l'unité?
- N'est-il pas utile de partir de la mondialisation et de ses conséquences pour faciliter la compréhension ?
- N'y a-t-il pas un danger à procéder à la globalisation de l'industrie, ce qui risque de nous rendre plus marginaux ? ...

En définitive, toutes ces questions ont suscité l'enthousiasme de tous les participants car elles ont permis aux uns et aux autres de ne faire d'une et une seule question l'enjeu majeur qui se pose aujourd'hui aux Africaines : Quelles sont les étapes sur lesquelles doivent s'engager les Africains pour atteindre l'intégration au regard des maux qui secouent le continent ? Il s'agit là d'un vibrant appel à la réflexion sur les stratégies à mettre en oeuvre à court, à long et moyen termes pour réaliser l'intégration régionale.

Les différentes communications de l'après-midi, bien avant les travaux en ateliers ont apporté bien de réponses à cette question fondamentale.

La première communication à s'y exercer est intitulée **Intégration et Développement en Afrique : quel nouvel esprit, quel nouveau langage pour quelle stratégie ?** Elle a été présentée par le Professeur Albert NOUHOUAYI de l'Université Nationale du Bénin,

Pour l'orateur, tout est déjà dit et l'on vient trop tard dans une Afrique vieille de 50 ans d'indépendance pour prétendre lui dicter des idées nouvelles pour son développement et son intégration.

Pour lui, Intégration ne paraît pas le premier mot. Le premier mot, c'est le développement et l'intégration n'en constitue qu'un moyen. Le développement, c'est le tout déjà des conditions de mise en oeuvre de ce moyen qui suppose un certain

esprit de partage, de responsabilité créatrice, de tolérance et de volonté commune. Par exemple : les frontières telles qu'elles sont héritées de la colonisation sont-elles favorables ? Pour le Professeur NOUHOUAYI, c'est sans doute Non. Aussi est-il nécessaire de mettre en place une structure stratégique, c'est-à-dire un plan d'action par lequel il soit possible efficacement d'organiser non seulement les ressources, mais encore les hommes, à travers une technique éducationnelle des couches africaines telles qu'elles puissent apprendre à vouloir ensemble, à vivre ensemble, à faire ensemble, avec confiance en soi, avec personnalité, loin des attitudes et des langages démobilisateurs.

Pour conclure, l'orateur affirme que les dimensions de l'homme africain trouveront leur vrai compte dans un univers harmonieux et plurifonctionnel pour concrétiser et rentabiliser les efforts avec des résultats avantageux. C'est pourquoi, il préconise que soient récupérés, dans le présent, les leçons du passé pour le meilleur avenir du futur.

Le deuxième exposé de l'après-midi a trait à un **Bref historique des tentatives d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest** ; il a été présenté par le Professeur Michel DEDEHOUANOU de l'université Nationale du Bénin.

Les différentes démonstrations proposées par l'orateur ont été articulées en trois axes :

- 1) Qu'est ce que l'intégration économique ?
- 2) Les expériences d'intégration de l'Afrique de l'Ouest ?
- 3) Quel avenir pour l'intégration en Afrique de l'Ouest ?

Des préoccupations du Professeur DEDEHOUANOU il apparaît que :

- le développement économique des Etats africains doit passer nécessairement par l'intégration des moyens et politiques de ces Etats.

La volonté politique des dirigeants reste la condition sine qua non pour la réalisation de l'unité africaine.

- toutes les organisations intergouvernementales en Afrique de l'Ouest doivent se fondre dans un même creuset» celui de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).
- Au niveau de chaque Etat, il faut s'atteler à la sensibilisation des populations et surtout des responsables, au plan administratif, à la chose de l'intégration comme étant la condition première pour le développement économique de nos Etats.
- Les résolutions prises aux niveau des instances régionales doivent être appliquées à tous les niveaux sans discrimination.

L'exposé du Professeur DEDEHOUANOU, bien que présentant un aspect quelque peu technique parce que s'étant intéressé par des études de cas aux rôles que les institutions économiques peuvent jouer dans la concrétisation de l'intégration économique africaine, a cependant, aux termes de son analyse et en guise de conclusion, procéder à une anthropologie de la bureaucratie qui révèle certaines pesanteurs qui freine la situation idéale ou planifiée. Ces handicaps mis en évidences par l'orateur et qui ont pour nom : absence de volonté réelle de coopérer, absence de volonté des responsables d'appliquer les décisions politiques ... ne garantissent pas un développement harmonieux puisque des ressources humaines sont également mal exploitées pour garantir l'équilibre dont a besoin l'Afrique.

La quatrième communication, comme pour répondre à la précédente a présenté l'exemple de **l'Armée face à la question de l'intégration**. Dans son exposé, le Général NOUKPO Séraphin après avoir défini ce qu'est l'armée et fait ressortir la relation entre ETAT/ARMEE et SOCIETE a conclu que l'action de l'Armée ne saurait se réduire à la seule défense du territoire. Ses actions peuvent se régionaliser et même se mondialiser.

Le cinquième exposé : La Globalisation : **quelles implications pour l'organisation de l'espace en Afrique Noire** ? a été présenté par le représentant du Mouvement Panafricain Universitaire. Mr Anselme YABOURL

Pour l'orateur, la Globalisation doit, aujourd'hui, mieux se définir et prendre en compte les diversités. Mais pour atteindre cette globalisation, certains obstacles sont à surmonter ; il s'agit :

- de la multiplicité des organisations régionales ;
- la non implication de spécialistes de la question, et des représentants du secteur privé dans la mise en oeuvre des politiques d'intégration ;
- la mise en application des politiques économiques ne tenant pas compte des réalités.

La sixième communication a été celle du Professeur Noël DOSSOU-YOVO. Elle est intitulée "L'intégration Economique et Etats des lieux" et comporte trois parties :

- 1) Le constat au niveau des échanges commerciaux dans la sous-région ouest africaine de 1960 à 1975.
- 2) L'analyse des initiatives prises dans le cadre des institutions communautaires pour réglementer les flux commerciaux à court et moyen termes.
- 3) Un bilan permettant de situer la CEDEAO par rapport, à d'autres organisations communautaires, la CEE/CE-ACP par exemple et à certaines pesanteurs sous-régionales qui expliquent la révision du traité initial (intervenue en juillet 1963 à Cotonou) compte tenu des nouveaux défis (dont la mondialisation) qui se profile à l'horizon de l'An 2000.

Pour le Professeur DOSSOU-YOVO Noël, son exposé est un complément de celui du Professeur DEDEHOUANOU (bref historique des tentatives d'intégration). Aussi l'orateur s'est-il seulement contenté de proposer d'autres approches de solution, l'intégration africaine ne se fera pas en rang dispersé et la conclusion de l'orateur a suggéré qu'à la faveur d'un souffle salutairement intervenu en 1990, la CEDEAO soit désormais, plus que par le passé, le lieu de convergence des expériences limitées (CEAO/UEMOA, Mano River Union) de sorte que les "acquis sains" des uns viennent féconder les atouts pluralistes des autres dans la perspective de l'avènement de la Communauté Africaine projetée par les Nations-Unies pour l'An 2025 ... (PANUREDA).

La septième communication s'est penché sur la **législation foncière et rurale: sa fonction et son utilité sociale dans le cadre des objectifs de développement et des nouvelles réalités politiques Ouest-africaines.**

L'état des lieux des politiques et des instruments d'intégration régionale en Afrique ayant été largement pris en compte par ses prédécesseurs, le communicateur M. Henri MEDRID a préféré, par économie et contrainte du temps, s'attaquer directement au diagnostic des obstacles à la pleine intégration africaine. Ainsi, les obstacles qui d'après M. Henri MEDRID, expliquent la contre performance des processus d'intégration pourraient se résumer comme suit :

1) Des Etats qui, au-delà des déclarations d'intentions, n'acceptent pas de renoncer à une partie de leur souveraineté respective au profit d'organes supranationaux dotés de pouvoirs de décisions réels ;

2) des organisations régionales, à caractères économiques ou non, qui se heurtent elles-mêmes à des contraintes exogènes (rareté des sources de financement) et endogènes (manque de personnel qualifié et absence de toutes politiques incitatives à la construction secteur par secteur du développement communautaire) ;

3) la conception et la nature des mécanismes mis en oeuvre (intégration des marchés) qui ne tiennent pas compte des interfaces entre économie régionale et le reste du monde.

Au-delà de ces quelques facteurs fondamentaux d'échec des processus d'intégration en Afrique, il convient d'ajouter un autre facteur et pas des moindres, sinon le plus important à prendre en compte et qui est celui de l'occupation et des droits de propriétés sur la terre en Afrique car on ne saurait prétendre réfléchir aux conditions de mise en oeuvre d'une politique agricole commune (PAC) régionale en Afrique de l'Ouest, sans devoir se pencher préalablement sur la problématique juridico-foncière et rurale.

L'Afrique a besoin de développer son agriculture, or aucun développement agricole ne peut se réaliser sans un ordonnancement juridique, si spécial soit-il. Car autant les droits en Europe, ont contribué à développer l'agriculture européenne, autant devront-ils pouvoir jouer le même rôle au service du développement agricole et rural du continent africain.

Ainsi, le communicateur, dans une approche méthodologique rigoureuse et remarquable, a essayé de démontrer' la pertinence d'une législation agro-foncière au regard surtout des réalités macro-juridiques africaines ainsi que l'existence des sources nationales et supranationales d'un droit rural équipement africain.

Rappelant les différents modes juridiques d'acquisition de la terre, M. Henri MEDRID a fait remarquer cependant que l'exercice de ces droits ne peut se fonder, au regard de la problématique juridico-foncière africaine, sur le caractère absolu de la propriété tel que l'édicterait l'Article 544 du code civil français et non plus sur le principe sacro-saint de la civilistique qui est celui de la liberté contractuelle.

Au terme de cette démonstration et se fondant sur les conclusions de ses propres recherches, le communicateur a affirmé ses préférences au législateur italien

au vu des objectifs que nous recherchons à atteindre en matière d'une bonne politique juridico-foncière que corroborerait les bases d'une PAC régionale.

La huitième communication a été présentée par le VIZIR Olofin II OLOFINDJI AKANDE sur **La Renaissance de l'Afrique engendrant la renaissance de l'humanité."**

En situant toujours son discours dans la perspective des stratégies à adopter pour réaliser l'intégration africaine, l'orateur, à travers une démonstration brève et concise, s'est contenté de fustiger des clichés négatifs que l'homme africain a de lui-même et qui ne le prédisposent pas à entreprendre une bonne action.

Ainsi, après avoir rappelé les successives tentatives d'unification qui malheureusement n'ont pas réussi, l'orateur a retenu cinq idées forces.

- 1) Cultiver la volonté politique des dirigeants africains ;
- 2) Animer l'intégration africaine à partir de la base ;
- 3) Construire un grand Centre d'Excellence : le siège de l'humanisme ;
- 4) Cultiver un panafricanisme d'action ;
- 5) Accorder une grande importance à l'éducation sur la base de nos valeurs culturelles traditionnelles.

En somme, pour le Vizir, l'Afrique ne peut se détourner de sa propre histoire. Cette histoire riche en enseignement a toujours poussé l'homme africain à lutter. Ce n'est pas une histoire qui enseigne le laxisme, la passivité ; elle enseigne plutôt l'action, l'amour, l'humanisme et c'est pourquoi, a conclu l'orateur, l'Education prend une place de choix dans les différentes stratégies à mettre en oeuvre pour réaliser l'intégration africaine.

C'est précisément la question de l'Education qui a été au Centre de la neuvième communication (**L'Education : Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique, moteur de l'intégration**).

Le sujet traité par le Professeur Honorat AGUESSY a été : **Centres d'excellence et réseaux de recherche programmatiques comme structures d'intégration africaine.**

L'orateur pour asseoir sa démonstration a rappelé d'entrée de jeu la phrase de Jean ZIEGLER selon laquelle "l'Afrique est un pauvre assis sur une mine d'or". Le Professeur AGUESSY a fait remarquer que malheureusement ces potentiels naturels ne sont pas utilisés pour se développer. De ce constat, la suite du discours du Professeur a été un véritable réquisitoire contre l'absurdité de la nature de l'homme qui se traduit par des comportements faits de démission, d'inactions... d'intérêts égoïstes des "Etats", sinon se demande l'orateur en se limitant à un seul exemple, comment ne pas prendre conscience que les frontières des Etats africains frisent de nos jours des murs de Berlin, donc néfastes à l'esprit d'intégration régionale ?

L'Afrique doit être reconstruite. Cette reconstruction ne peut être l'oeuvre de forces dissipées, aussi le panafricanisme préconisé par l'orateur doit être aujourd'hui d'action et abandonner les complexes, l'aigreur d'où la nécessité d'apprendre la langue du panafricanisme. Cette langue se traduirait par la volonté des uns et des autres d'accepter d'aliéner une partie de leur souveraineté au profit d'une "volonté générale" d'une action commune d'où émanerait l'Afrique Unie. Cette aliénation ne s'apparente guère à une totale renonciation de ce qui fait la spécificité des uns par rapport aux autres puisque, pour l'orateur, la culture doit être intégrée à toute forme d'Enseignement.

Parmi les ordres d'enseignement, le Professeur Aguessy donne sa préférence à l'enseignement supérieur car, à ce stade, on ne se contente plus d'assimiler ; C'est pourquoi les institutions d'enseignement supérieur ne doivent plus être conçues comme la simple expression de la souveraineté de chaque pays, mais comme des centres de développement. Conçue dans cette perspective, la création anarchique des universités fera place à la création des centres régionaux (universités régionales).

Dans cet ordre d'idées, l'orateur a campé le paysage de la coopération internationale en matière d'enseignement supérieur et rappelé les initiatives de l'UNESCO quant à la création des Centres d'excellence et aux chaires.

C'est fort de la conviction des apports de ces créations dans la réalisation de l'intégration régionale que le Professeur Honorat AGUESSY a conclu son exposé par deux souhaits :

- L'encouragement de la création des Centres d'excellence lieux de concentration scientifique atteignant une dimension critique dans une discipline ou un ensemble de disciplines concourant à la solution d'un même type de problème de développement ;
- La mise en place de réseaux de recherche programmatique intégrant les institutions de recherche ainsi que les chercheurs dans un programme commun de recherche pour le développement.

A la fin de cette communication qui devait être la dernière des séries retenues pour la plénière, l'Assemblée a enregistré la présence du Professeur Moustapha DIABATE de la Côte d'Ivoire.

Ayant tenu à participer au Colloque sur invitation du Professeur Honorat AGUESSY, le Professeur DIABATE en dépit des ennuis de vol a tenu à marquer de sa présence les travaux du Colloque.

Après les usages de présence, le Professeur DIABATE est intervenu pour apporter sa contribution aux travaux.

La réflexion proposée a porté sur les "Pistes d'Action - Réflexion pour l'Afrique du 3^e millénaire" (PARA/M₃)

L'orateur a résumé toute sa problématique en huit questions.

- 1) Quel type de société et d'économie africaine pour le 3^e millénaire ?
- 2) Quel type de système monétaire ?
- 3) Quel type de monnaie pour l'Afrique ?
- 4) Quel type de structure d'enseignement supérieur ?
- 5) Quel type de recherche ?
- 6) Quel type de formation ?
- 7) Qu'est-ce que l'Université africaine (URIA) ?
- 8) Comment financer URIA ?

Se refusant à faire de longs développements, l'orateur a juste suggéré, à chaque question, une réponse à considérer comme piste de recherche.

- 1) Société solidaire et une économie d'équité sans cancerisation sociale
- 2) Système monétaire caractérisé par une monnaie commune et un fonds monétaire commun mis en place en dix (10) étapes (progressivement) ;
- 3) Une monnaie humaine émise par une banque solidaire de son environnement socio-économique et culturel ;
- 4) Une université régionale africaine universelle pour tous et un programme d'Enseignement supérieur qui tient compte des réalités africaines ;
- 5) Une recherche fondamentale et surtout opérationnelle ;
- 6) Une formation en adéquation avec les besoins du développement en Afrique ;
- 7) Celle qui parmi toutes les universités africaines actuelles compte en son

sein le plus grand nombre d'étudiants ressortissants de différents pays africains et du reste du monde.

- 8) Par les contributions des grandes banques africaines et organismes privés, ONG...

- A la fin de la dernière communication, le Président du Présidium, le Professeur Honorat AGUESSY, en lieu des débats, a plutôt exprimé le voeu que tous les participants inscrivent sur une feuille les idées maîtresses sur lesquelles la réflexion sera mieux approfondie lors des travaux en ateliers.

Du recouplement des différentes propositions, les points suivants ont été retenus.

- Revoir la question des frontières artificielles héritées de la colonisation ;
- Populariser L'AFRIQUE DOIT S'UNIR au sein de toutes les couches sociales ;
- Créer des Centres d'Excellence dans chaque pays africain ;
- Réduire la création des universités africaines ;
- Considérer que la barrière linguistique ne constitue pas un frein à l'Intégration régionale ;
- Régler le problème foncier entre Etats ;
- Asseoir les bases de la collectivisation des ressources ;
- Partir de la base, des villages pour asseoir l'Intégration par des séances d'information, de sensibilisation, de motivation et de conscientisation pour un changement de comportement des 80 % de la population qui sont des ruraux,

analphabètes, tout de même acteurs du développement endogène durable ;

- Renouveler les programmes d'Enseignement Supérieur ;
- Traduire **L'AFRIQUE DOIT S'UNIR** dans les langues africaines ;
- Enseigner la vie et l'oeuvre de Nkrumah dans les établissements scolaires, primaires et secondaires de l'Afrique toute entière.

Les travaux en Ateliers ont débuté le Jeudi 24 Avril 1997 dans l'après-midi et se sont poursuivis jusqu'à 11 heures le vendredi 25 Août 1997,

Tous les participants ont été répartis en 3 ateliers.

L'Atelier N°1, avec le professeur Germain KADJA comme Président et M. Sabin K. N. SONHAYE comme rapporteur, s'est penché sur le thème : L'actualité du livre **L'AFRIQUE DOIT S'UNIR**.

Le travail dans cet Atelier a été articulé autour de quatre axes. Ainsi, après avoir réfléchi sur la formation de Nkrumah, les participants à cet atelier ont retracé le contexte du temps de l'Homme face à ses idées. La troisième partie a mis en exergue les pesanteurs qui n'ont pas été favorables à ses idées et pour finir, dans une quatrième partie, il a été question des actions à entreprendre de nos jours pour concrétiser le rêve de N'KRUMAH.

Dans le second Atelier les membres ont abordé les thèmes : **Intégration africaine Problèmes économiques notamment monétaires.**

Avec comme Président et Rapporteur les Professeurs Moustapha DIABATE et Michel DEDEHOUANOU, l'Atelier a eu à écouter d'abord quatre exposés :

- le premier porte sur les voies et stratégies de l'intégration africaine, présenté par M. Hon OBAWEKI Ehimhem Emmanuel, National Président of Young Catholic Students of Nigeria ;

- le second exposé, fait par M. Taïrou GARBA du Bénin, s'est penché sur la facilitation des initiatives locales, facteurs de développement endogène et durable à la lumière des expériences du Fonds de développement villageois dans l'Atacora (Bénin);

- le troisième de M. Assani Mouhamed, de la Direction de l'Intégration Régionale du Ministère des Finances du Bénin, a porté sur le Bilan critique de l'Intégration en Afrique ;

- Enfin, M. Kossi Assou de la délégation Togolaise a, dans un bref discours, apporté sa contribution aux travaux du Colloque en mettant l'accent sur la prise en compte de la dimension sociale et l'importance du culturel dans le processus de l'intégration africaine.

Après audition de ces exposés, les participants aux travaux de l'Atelier N°2 ont réfléchi sur les stratégies à mettre en oeuvre pour réaliser l'intégration à partir du système monétaire.

Le troisième atelier s'est préoccupé du thème : EDUCATION - Formation -Recherches Scientifiques, moteur de l'intégration.

Il est composé de douze (12) membres dont :

le Président : Professeur André K. OLODO
Rapporteur : M, James BOUKARY

Co-Rapporteur

: Guy-Constant EHOUMI

Après avoir recensé, classé et retenu les sous-thèmes principaux sur lesquels ils ont travaillé les membres de l'Atelier III se sont répartis en trois sous groupes. Après synthèses des travaux de chaque sous-groupe, l'atelier a retenu trois propositions (cf rapport de l'atelier), fait des recommandations et adressé des résolutions à l'endroit de tous ceux qui doivent oeuvrer pour réaliser l'intégration africaine.

A la plénière de l'après-midi, l'on a procédé à l'audition des rapports des travaux en ateliers. Après quelques amendements, les divers rapports ont été adoptés.

La cérémonie de clôture a eu lieu dans l'après-midi du vendredi 25 Avril 1997.

Après la présentation du Rapport Général, il y a eu deux allocutions, celle du Professeur Honorat AGUESSY, Président du Comité d'Organisation du Colloque et celle de Monsieur Moumouni BOUKARY, Directeur Adjoint du Cabinet représentant le Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique.

A la fin des allocutions, le Professeur Honorat AGUESSY est hissé au rang de MAJEKÇBAJE de Ouidah sur décision du Conseil National des Rois lors de leur Assemblée à Djougou.

En conclusion, à l'issue des différents travaux, tous les participants ont acquis le sentiment unanime que N'KRUMAH avait la conviction que l'unité africaine ne se ferait pas pour le futur mais devait être une réalité immédiate. Il voulait même prendre le risque d'abandonner une part de sa souveraineté pour l'unité africaine.

Ce Colloque qui s'est donné d'une manière précise, des objectifs au centre desquels il s'agit de réconcilier les Africains avec l'idéal de N'KRUMAH pour reconstruire une vraie Afrique, ce Colloque, disons nous, doit nous permettre de retirer les sources d'éveil pour l'Afrique.

Aujourd'hui, les événements auxquels nous assistons ne nous permettent plus de voir dans l'action de N'KRUMAH une quelconque forme d'utopie. Nous nous rendons compte maintenant qu'il était une sorte de visionnaire.

Sa vie constitue, non seulement un modèle, mais aussi et surtout une leçon et nous donne aujourd'hui un nouvel élan à toutes nos actions de développement.

La naissance de l'OUA est une forme avortée de l'unité que prônait N'KRUMAH.

Il s'agit aujourd'hui d'éliminer au maximum les discriminations existantes entre les Africains.

L'heure n'est plus aux discussions vaines mais à un pragmatisme prononcé. Se faire le devoir de rendre effectif le panafricanisme, telle doit être désormais notre devise car «Si nous ne nous réunissons pas aujourd'hui, chacun sera un réfugié en puissance» N'KRUMAH.

IDEE - OU1DAH, le 25 Avril 1997

Les Participants